

TEXTES JURIDIQUES RELATIFS À LA DÉCENTRALISATION/DÉCONCENTRATION AU BÉNIN

Lois

- Loi n° 97-028 du 15 janvier 1999 portant organisation de l'Administration territoriale de la République du Bénin
- Loi n° 97-029 du 15 janvier 1999 portant organisation des communes en République du Bénin
- Loi n° 98-007 du 15 janvier 1999 portant régime financier des communes en République du Bénin
- Loi n° 98-005 du 15 janvier 1999 portant organisation des communes à statut particulier
- Loi n° 98-006 du 9 mars 2000 portant régime électoral communal et municipal en République du Bénin
- Loi n° 2007-28 du 23 novembre 2007 fixant les règles particulières applicables aux élections des membres des conseils communaux ou municipaux et des membres des conseils de villages ou quartiers de ville en République du Bénin
- Loi n° 2009-17 b du 13 août 2009 portant modalités de l'intercommunalité au Bénin

Décrets

Décrets d'application des lois de décentralisation

1. Décret n° 2001-409 du 15 octobre 2001 portant composition, attributions et fonctionnement de la Conférence administrative départementale
2. Décret n° 2001-410 du 15 octobre 2001 portant modalités d'application de la loi n° 98-006 du 9 mars 2000 portant régime électoral communal et municipal en République du Bénin
3. Décret n° 2001-411 du 15 octobre 2001 portant composition, attributions et fonctionnement du Conseil départemental de concertation et de coordination et fixant le taux des indemnités de session et des frais de déplacement de ses membres
4. Décret n° 2001-412 du 15 octobre 2001 portant statut du Secrétaire général de mairie
5. Décret n° 2001-413 du 15 octobre 2001 portant modalités d'avances de trésorerie aux communes de la République du Bénin
6. Décret n° 2001-414 du 15 octobre 2001 fixant le cadre général du règlement intérieur du conseil communal
7. Décret n° 2001-415 du 15 octobre 2001 fixant la forme et les couleurs de l'insigne distinctif des membres des Conseils communaux ou municipaux
8. Décret n° 2002-293 du 5 juillet 2002 fixant les formes et conditions de représentation de la commune
9. Décret n° 2002-365 du 22 août 2002 portant création de la Commission nationale des Finances locales
10. Décret n° 2002-366 du 22 août 2002 déterminant la somme forfaitaire de frais de campagne électorale alloué par l'État aux candidats élus aux élections municipales ou communales
11. Décret n° 2002-367 du 22 août 2002 fixant le montant du cautionnement non remboursable à payer par les candidats aux élections communales ou municipales
12. Décret n° 2002-376 du 22 août 2002 portant organisation et fonctionnement de l'administration départementale
13. Décret n° 2005-369 du 23 juin 2005 portant ouverture au budget des communes, des crédits pour dépenses éventuelles diverses
14. Décret n° 2005-370 du 23 juin 2005 fixant les modalités de restitution aux communes des ristournes sur les recettes recouvrées par les institutions centrales
15. Décret n° 2005-371 du 23 juin 2005 fixant la liste des informations relevant des services de l'État indispensables à l'établissement du budget de la commune
16. Décret n° 2005-372 du 23 juin 2005 fixant les modalités de délégation d'attributions et de signature du Maire
17. Décret n° 2005-373 du 23 juin 2005 fixant les modalités d'exercice du pouvoir de substitution du Préfet au Maire
18. Décret n° 2005-374 du 23 juin 2005 fixant les modalités d'emprunts par les communes et de leurs garanties
19. Décret n° 2005-375 du 23 juin 2005 fixant les indemnités, primes et leurs modalités d'octroi aux agents et fonctionnaires chargés d'un service communal ou de fonctions communales
20. Décret n° 2005-376 du 23 juin 2005 fixant les modalités de destitution du maire
21. Décret n° 2005-377 du 23 juin 2005 portant réglementation du maintien de l'ordre public

22. Décret n° 2005-393 du 29 juin 2005 fixant les modalités de mise en œuvre des interventions financières de la coopération décentralisée
23. Décret n° 2005-746 du 30 novembre 2005 portant approbation de la politique nationale de gestion des ressources humaines communales
24. Décret n° 2005-763 du 9 décembre 2005 portant approbation de la politique nationale de coopération décentralisée
25. décret n° 2005-764 du 9 décembre 2005 portant définition et modalités de la coopération décentralisée
26. Décret n° 2007-629 du 31 décembre 2007 portant définition et modalités de mise en œuvre de l'assistance-conseil aux communes
27. Décret n° 2008-274 du 19 mai 2008 portant création, attributions, organisation et fonctionnement de la CONAFIL
28. Décret n° 2008-276 du 19 mai 2008 portant création du FADeC
29. Décret 2009-027 du 4 février 2009 portant modalités d'exercice des pouvoirs de police administrative du maire dans les communes à statut particulier
30. Décret n° 2009-709 du 31 décembre 2009 portant approbation du document de la Politique nationale de décentralisation et de déconcentration
31. Décret n° 2012-308 du 28 août 2012 portant règles de création, d'organisation et de gestion des établissements publics de coopération intercommunale

Décrets relatifs à des structures de pilotage de la RAT

32. Décret n° 97- 272 du 9 juin 1997 portant création, attributions, organisation et fonctionnement de la Maison des collectivités locales
33. Décret n° 2007-448 du 2 octobre 2007 portant attributions, organisation et fonctionnement du Ministère de la Décentralisation, de la Gouvernance locale, de l'Administration et de l'Aménagement du territoire
34. Décret n° 2009-246 du 9 juin 2009 portant création, attributions, organisation et fonctionnement de l'Observatoire de la Gouvernance locale et de la décentralisation (OGOLD)
35. Décret n° 2011-886 du 30 décembre 2011 portant création du Centre de Formation pour l'Administration locale (CeFAL)

Arrêté

Arrêté n° 008/MDGLAAT/MFE/DC/SG/DGAE du 7 mars 2011 portant définition et modalités de rémunération de l'assistance-conseil payante aux communes